

La crise de l'internationalisme socialiste, par Marceau Pivert.

Publié dans *La Revue socialiste* en avril 1950.

Un siècle après le Manifeste : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », où en est l'internationalisme prolétarien ?

Nous qui portons dans notre poche une carte rouge d'un Parti qui se propose, dès les premières lignes de ses statuts, « *l'entente et l'action internationale des travailleurs* », que faisons-nous, en réalité, pour mettre en pratique cette règle socialiste fondamentale ? Si la Première, puis la Deuxième, puis la Troisième Internationale ont fait faillite, quelles sont les causes de ces échecs successifs ? Dans la division actuelle du monde en deux blocs hostiles qui semblent se préparer fiévreusement à l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, où voit-on la possibilité d'intervention d'une force internationale indépendante, parlant et agissant au nom de la communauté des peuples menacés, au nom des opprimés enchaînés sous toutes les latitudes, au nom des travailleurs exploités de tous les pays ? Comment répondre ?

Depuis 1933, il n'y a pas eu de véritable Conférence Socialiste Internationale: il n'y a plus d'Internationale Socialiste...

La crise de l'internationalisme socialiste, c'est la crise même du mouvement ouvrier: contrairement aux appels, et aux espoirs de Marx, le prolétariat international s'est révélé infiniment plus perméable aux idéologies des classes dominantes, dont il a épousé les querelles nationales, qu'à l'idéologie socialiste internationale. C'est que la lutte de classes s'est terriblement compliquée, depuis un siècle. Et que la classe ouvrière s'est trouvée parfois obligée de défendre certaines valeurs, comme les libertés républicaines et l'indépendance nationale, au moment même où les classes dominantes les foulait au pied.

C'est aussi que la conception générale de la révolution socialiste a dû être révisée à l'expérience, par réaction contre une monstrueuse caricature, qui s'est manifestée à l'Est de l'Europe. La violence calculée d'une minorité de « *révolutionnaires professionnels* » s'élançant à la conquête du pouvoir politique pour brûler les étapes de l'histoire, comporte décidément des risques trop évidents que Fr. Engels avait déjà aperçus à la fin de sa vie. Ce sont aujourd'hui des masses sachant ce qu'elles veulent, et comment elles le veulent, qui construiront, indiscutablement, la société socialiste, ou bien il n'y aura pas de société socialiste ! Mais précisément, les masses laborieuses sont actuellement désorientées. A peine sorties d'une guerre atroce et libérées de l'oppression totalitaire, elles sont invitées, pour éviter une autre oppression, à recommencer la course aux armements, à placer leurs garanties de sécurité dans l'organisation militaire. Il doit pourtant y avoir autre chose à tenter ? Mais cette « *autre chose* » ne peut être trouvée en dehors de l'expérience ouvrière. C'est pourquoi il est essentiel de découvrir les raisons de la crise de l'internationalisme socialiste, et de chercher, dans la réalité politique et sociale de 1950, les chances de sa renaissance.

Tout se paie.

Les masses populaires des nations européennes ont abordé la période de la grande crise (ouverte en août 14) avec des illusions et des formules simplistes. Leurs organisations forgées pendant la période ascendante du capitalisme, n'étaient pas préparées à affronter les bouleversements qu'allaient entraîner la première guerre mondiale et ses conséquences. Les précurseurs, ceux qui avaient indiqué la route, furent sacrifiés: Jean Jaurès, Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, les « *pèlerins de Kienthal et de Zimmerwald — autant de pionniers incompris sur la route de « l'internationalisme inconditionnel et viril* » (pour reprendre l'expression même de Fritz Adler, dans sa brochure, écrite en 1915).

La première phase de la Révolution Russe fut cependant une magnifique démonstration de la puissance et de la vitalité, dans la conscience prolétarienne, des sentiments internationalistes. Ce n'étaient pas seulement les plus « *co-religionnaires communistes* » de Lénine et de Trotsky, c'étaient les classes ouvrières même les plus « *réformistes* » comme celles de Belgique et d'Angleterre qui marquaient, dans l'action, leur solidarité avec le peuple russe. Mais bientôt, les conceptions autoritaires des bolcheviks, leur frénésie de généralisation, à toute la planète, des méthodes que des circonstances exceptionnelles leur avaient permis de faire triompher, eurent pour résultat un véritable état de guerre civile au sein même du prolétariat. L'on donnait à choisir, aux travailleurs de l'Europe occidentale, entre la solidarité internationale et la liberté. Ils choisirent la liberté. Et, par là même, retombèrent dans une autre forme de solidarité : la solidarité nationale. Mais celle-ci ne pouvait pas fournir une solution aux problèmes nés de la première guerre. La conséquence fut un double désastre : croissance foudroyante d'un totalitarisme contre-révolutionnaire, ultra-nationaliste, dans les pays impérialistes arrivés trop tard à la distribution des colonies et des marchés. Ultra-nationalisme développant inévitablement, dans les pays voisins, des réflexes de « *défense nationale* » d'autant plus vifs, dans les rangs ouvriers, que les classes dirigeantes commençaient à être gagnées par la contagion contre-révolutionnaire et s'avouaient prêtes à abandonner la cause de l'indépendance nationale : « *Plutôt Hitler que Léon Blum !* ». En somme, chaque abandon, même explicable, de l'internationalisme socialiste entraînait une défaite nouvelle pour le socialisme lui-même. Et un renforcement corrélatif de la contre-révolution totalitaire : les ouvriers de l'Europe occidentale, après l'échec de la révolution allemande, étaient condamnés à la retraite continue, dans chaque pays, alors que leurs ennemis les plus irréductibles avançaient partout, en formations totalitaires internationales. Fascisme et stalinisme jouaient leur rôle combiné dans les défaites successives que les socialistes durent enregistrer, pays après pays — en dernier lieu en Espagne. C'est lorsque les deux forces totalitaires, nazi-fascisme et stalinisme, signèrent leur alliance d'août 1939 que la deuxième guerre fut rendue possible; mais il y avait auparavant les derniers épisodes de la résistance politique au double danger: pour retarder la guerre les socialistes avaient dû accepter Munich — et le fascisme avait alors remporté une victoire formidable. Ceux des socialistes qui préféraient la guerre, en 38, au compromis munichois ne représentaient qu'une minorité par rapport à l'état réel de conscience des masses, qui avaient horreur de la guerre. Alors, la tragédie éclata partout : entre ceux qui, pour combattre le fascisme, acceptaient la guerre (et parmi eux, cela se comprend, beaucoup de réfugiés politiques des pays fascistes) et ceux qui, pour refuser la guerre, se résignaient à d'impossibles compromis avec le fascisme. Seuls — et encore une fois désespérément seuls — les internationalistes proposaient par l'aide directe au prolétariat espagnol,

comme point d'appui, une contre-offensive révolutionnaire risquée, certes, mais audacieuse, pour briser à la fois la menace fasciste et la menace de guerre.

Leurs prévisions ne se sont hélas que trop bien réalisées, et c'est parce qu'ils savent que rien n'est encore résolu, que les mêmes faux dilemmes risquent d'être encore posés aux prolétaires, qu'ils ne considèrent pas comme une solution suffisante et durable le seul écrasement militaire du totalitarisme (hier hitlérien ou demain stalinien). Ce que le socialisme international doit imaginer et imposer, c'est une solution politique : Il s'agit bien moins de détruire militairement des dictatures que de construire une société nouvelle sans exploiteurs et sans dictateurs : c'est là le rôle du prolétariat international, et plus spécialement la mission du prolétariat européen, dont les classes dominantes ont pactisé avec le totalitarisme nazi. Mais deux conditions sont à remplir préalablement : se débarrasser du virus totalitaire stalinien et dépasser enfin le cadre étroit du nationalisme pour atteindre à la première grande expérience historique d'internationalisme en action. Sinon, les mêmes causes produiront les mêmes effets, à une plus grande échelle: TOUT SE PAIE.

Le cas singulier.

Le cas singulier de la classe ouvrière britannique mérite qu'on s'y arrête : en lui réside probablement la clé de tous nos problèmes socialistes et européens. Nous pouvons sans doute regretter que le Labour Party n'ait pas pris la tête du Mouvement Socialiste, Internationaliste, pour les Etats-Unis d'Europe, comme il a pris la tête, avec une remarquable audace, dans ses rapports avec le peuple hindou, des nouvelles relations socialistes qu'il convient d'établir entre peuples ex-coloniaux et vieux pays industriels. On pourrait aussi regretter que les internationalistes, à commencer par Jean Jaurès, n'aient pas été mieux entendus, des socialistes et des masses laborieuses, en 1914-19, en 1936-38, etc. Mais les regrets ne servent à rien : les faits sont là et le mieux est d'essayer de les comprendre pour tirer des enseignements d'une expérience cruelle. Or il se trouve que, dans cette circonstance comme dans d'autres, « *c'est le mauvais côté de l'histoire qui fait l'histoire* ». Le peuple britannique, seul sur son île, en 1940, a effectivement brisé la menace de la contre-révolution. Sans cette résistance, qui a lié dans un effort commun la plus grande partie de la bourgeoisie britannique, sous la direction de Churchill et la totalité de la classe ouvrière, le cours des choses aurait été entièrement différent. Partout, sur le continent, le totalitarisme nazi a contaminé la majorité des classes bourgeoises et des classes moyennes. En Angleterre, au contraire, l'échec de la mission Hess (compromis avec Hitler) est total: les pro-nazis sont une minorité infime. Partout, sur le continent européen, la classe ouvrière est plus ou moins contaminée par le stalinisme. En Angleterre, non ! Comment expliquer ce double phénomène ? C'est l'histoire même des luttes de la bourgeoisie britannique pour conquérir le pouvoir et construire le plus vieil Empire du monde qui peut nous permettre d'interpréter cette situation paradoxale : la vigueur avec laquelle la bourgeoisie britannique s'est forgée ses instruments de domination — sur ses exploités de la métropole — et sur ses centaines de millions d'esclaves des colonies — a préparé une classe ouvrière également imprégnée de valeurs démocratiques et rebelle aux solidarités internationalistes. Contre la menace de dictature totalitaire, d'où qu'elle vienne, la presque totalité du peuple britannique est d'accord pour prendre les armes. Mais pour découvrir une solution moderne, révolutionnaire, marxiste, à la menace renaissante de guerre et de dictature, la classe ouvrière britannique marque une évidente répugnance: elle craint de s'engager trop loin; elle manque d'audace et d'imagination; elle laisse aux représentants de sa classe dominante (et Churchill est le plus astucieux, le plus éminent de tous) le

soin d'entreprendre hardiment, de s'écarter des sentiers battus. La pierre d'achoppement du retour à l'internationalisme socialiste se trouve dans cette psychologie paradoxale. C'est elle qui explique des erreurs symboliques particulièrement désastreuses, comme l'affaire Seretsé ou des discours comme celui de Bevin, justifiant les démontages d'usines allemandes, à la veille des élections en Allemagne, ce qui coûta, dit-on, un million de voix aux socialistes. Le nationalisme est un réflexe de self défense : l'oppression d'un peuple par un autre — ou la menace — le fait sortir des profondeurs du peuple. Mais la solidarité internationale des opprimés seule serait vraiment créatrice.

Spontanéité et organisation.

On aurait cependant tort de croire que la classe ouvrière britannique, et celles des pays du continent européen, sont aussi rebelles que semblent l'être leurs dirigeants à l'internationalisme socialiste.

Lors d'une conférence qui m'avait été demandée, à Wimbledon, par les sections du Labour Party de la banlieue sud de Londres, j'ai entendu avec une extrême satisfaction, un vieux militant mineur déclarer: « *Nous aurons sans doute à prolonger la durée de nos privations afin de venir en aide à nos camarades du continent qui sont en plus mauvaise condition que nous* ».

Mais cet état d'esprit ne transparait pas assez quand se réunissent les délégués des différents partis socialistes européens pour étudier le problème de la Ruhr, ou celui de la Sarre, ou celui du Conseil de l'Europe...

C'est qu'en effet nous nous trouvons ici devant l'une des questions théoriques les plus classiques, et que tout militant socialiste qui pense par lui-même doit rencontrer un jour ou l'autre: comment concilier les exigences d'organisation du mouvement ouvrier et les manifestations de la spontanéité des masses ? La plupart des défaites ouvrières de 1919 à 1939 mettent en évidence, lorsqu'on les analyse, des spontanéités révolutionnaires (parfois, comme en Espagne, en réplique à des initiatives contre-révolutionnaires). Ce fut le cas, en juin 36, en France. Et les organisations, alors, jouent un rôle conservateur. Le processus historique auquel les masses participent d'un effort créateur, qui comporte ses risques, mais aussi ses conquêtes les plus précieuses, est généralement « *encadré* » plus ou moins rapidement par les états-majors des organisations. Ensuite, quand la « *masse en fusion est refroidie* » selon la magnifique expression de Léon Blum, il faut attendre — ou subir les conséquences de l'absence d'audace et de volonté créatrice. En ce qui concerne l'internationalisme socialiste, il y a évidemment aujourd'hui un retard très important, très dangereux, du côté de l'organisation, puisqu'il n'y a pas eu reconstruction de l'Internationale. Doit-on en déduire que « *le besoin ne s'en fait pas sentir* » dans les rangs des différents partis socialistes ? C'est précisément ce qui reste à voir.

Notre Parti s'est montré, sur ce point, très bien inspiré en favorisant et patronnant aux yeux des autres partis socialistes d'Europe le « *Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* ». Comme organisation démocratique et socialiste, le M.S.E.U.E. est un excellent moyen de se rendre compte de

l'état réel de la conscience politique du prolétariat européen. Si, comme nous le croyons, l'étude des problèmes précis relatifs à la socialisation et à la planification européenne des industries de base, ou de la création d'une autorité politique européenne, met en évidence une volonté socialiste internationaliste des militants, il faudra songer rapidement à réunir un véritable Congrès Socialiste International, pour prendre en charge tous les problèmes d'actualité, d'ailleurs liés à celui de l'intégration européenne. Sinon, nous risquons d'être une fois de plus à la remorque des événements, en position de retraite, obligés de nous abriter sous telle ou telle combinaison diplomatique ou ministérielle. Mais alors nous devons subir les conséquences de cette subordination même en politique intérieure, même en ce qui touche à la répartition du revenu national et du pouvoir d'achat: car il n'y a pas de politique socialiste efficace en dehors d'une orientation socialiste de la politique internationale. La définition d'une telle politique permet de prévoir les phénomènes de « *spontanéité* » qui se produiront tôt ou tard. Et de forger l'organisation internationale chargée de les interpréter et de les guider vers les objectifs socialistes.

Le socialisme au gouvernement.

Dans la période d'après-guerre que nous vivons, le retour à l'internationalisme socialiste est rendu encore plus difficile par des habitudes prises au gouvernement : trop souvent les ministres socialistes et les responsables des partis socialistes ont dû mettre de côté les conceptions socialistes qu'ils représentaient pour devenir les interprètes de conceptions purement nationalistes, voire même impérialistes, que l'exercice du pouvoir leur imposait. Les socialistes portés au gouvernement ont plus ou moins été solidaires des accords de Yalta, des marchandages de Postdam, des déplacements arbitraires de frontières, des entreprises colonialistes, des destructions d'usines, des annexions déguisées, etc. Il est urgent qu'une Internationale Socialiste se reconstitue pour désolidariser complètement les travailleurs socialistes de ce genre d'entreprises. En particulier, rien n'est plus navrant que le spectacle de ces destructions d'usines, de hauts fourneaux, de laminoirs, de machines-outils, par des soldats britanniques ou autres, sous les yeux des ouvriers désespérés par la menace du chômage. La destruction d'un métier à tisser par les canuts lyonnais au début du siècle dernier s'expliquait par l'ignorance et par la cruauté des conséquences du machinisme générateur de misère dans le régime capitaliste. Aujourd'hui, détruire des machines, créer du chômage, ou détruire des denrées, c'est, pour des socialistes, le signe même de la barbarie capitaliste : il ne faut pas détruire, il faut faire tourner les machines ; et pour qu'elles produisent des moyens de consommation en rapport avec leur capacité de production, il faut les socialiser; là est le point de départ du langage commun entre tous les travailleurs, donc d'une politique commune, internationaliste et socialiste, de tous les exploités.

Qu'est-ce également que ce genre de littérature, jusque dans notre presse socialiste, relative à la « *nécessité* » de réduire la production de l'acier en Allemagne. Quoi de commun entre cette proposition et les « *Cinq points* » de Baarn, qui se proposent la planification européenne de la sidérurgie ? Une certaine « *accoutumance* » dangereuse s'est établie au cours des années d'« *exercice du pouvoir* » : on a semble-t-il oublié les objectifs fondamentaux du socialisme international. Et les diplomates supervisent les projets socialistes pour les adapter à la défense de certains intérêts « *nationaux* » cette fois purement capitalistes. N'est-ce pas scandaleux, par ailleurs, de lire, dans le News Chronicle du 18-3-50, le nom des « *administrateurs* » désignés par la Haute Commission interalliée pour diriger l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique dans la Ruhr ? Le premier

est Heinrich Kost, qui fut membre du parti nazi pendant 11 ans et le second est Heinrich Dinkelbach, qui a dirigé pendant 30 ans la politique financière du grand trust allemand de l'acier, c'est-à-dire qu'il a largement contribué à l'équipement et à l'armement des S.S. nazis. Ainsi, les « *Alliés* » en sont là ! et cependant, Truman est l'élu des ouvriers américains organisés, Bevin représente authentiquement la classe ouvrière britannique et notre parti S.F.I.O. a tout de même son mot à dire à un gouvernement qui n'existe qu'avec son soutien. Au lieu de rabrouer le Parti Socialiste Allemand qui voit ces choses et qui réclame la socialisation des industries de de la Ruhr, ne devrait-on pas lui marquer un peu mieux notre solidarité internationaliste dans ce domaine ?

Ne parlons pas de la Sarre. Il y a tout de même un certain temps que le problème est posé, que des mesures anti-démocratiques évidentes ont été prises sur ce territoire allemand. Il aurait été souhaitable que, de notre côté, s'élevât une voix de protestation comme pour faire écho, 80 ans plus tard, à la protestation du vieux Wilhelm Liebknecht contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Mais une sous-commission du C.O.M.I.S.C.O. doit « *arbitrer* ». Il faudra bien en revenir, bon gré mal gré, à une conception socialiste internationale de ce genre de problèmes, c'est-à-dire qu'il faudra se résigner à ne plus défendre des revendications purement nationales qui opposent travailleurs à travailleurs.

Le soi-disant « *internationalisme* » stalinien.

Au moins, dans les rangs des partis socialistes démocratiques, nous avons l'espoir de redresser la situation ; un certain nombre de facteurs objectifs nous permettent d'espérer que ce sera rapide : car l'Europe se fera. Et notre front international de classe se reformera, les militants internationalistes y travailleront.

Mais du côté du stalinisme, aucun espoir n'est permis. Si l'on avait besoin d'une preuve supplémentaire que le régime soviétique n'est pas socialiste, il suffirait de la trouver dans la manière dont la Russie stalinienne traite ses satellites ; les relations économiques et politiques entre nations avancées et nations peu développées sont un excellent critère pour le socialisme : plus un peuple est développé et plus il a de devoirs et de responsabilités à l'égard des autres, telle est la règle pour un gouvernement socialiste (et pour un militant socialiste !). Pour Staline, c'est le contraire: plus il est développé, expérimenté, puissant et plus il a le droit d'exploiter les autres, de les encadrer, de les coloniser, de leur fournir ses policiers et ses maréchaux, de leur réclamer des gages, des prix de faveur, des ristournes sur le commerce international, des participations à ses richesses naturelles, etc.

Inutile d'insister: la Yougoslavie en a fait l'expérience et d'autres, qui se taisent, parce que la dictature les tient à la gorge, pourraient aujourd'hui en témoigner.

Mais alors, on doit comprendre à quel point est périlleuse la défense de la construction socialiste dans un seul pays, qu'il soit britannique ou balkanique. A l'échelle nationale, l'expérience la plus audacieuse, la plus méthodique, est fragile et directement menacée par les forces envahissantes de

l'impérialisme politique ou financier. L'internationalisme devient donc une nécessité immédiate, même du point de vue de chaque nation, dans le cadre européen: les hommes d'Etat les plus clairvoyants de la bourgeoisie (parfaitement orchestrés par le Vatican !) se sont rendu compte, avant même la plupart des dirigeants socialistes nationaux, que leur chance de survie capitaliste résidait dans la construction d'une Europe capitaliste.

Sous-estimer cette entreprise, ce serait manquer une occasion qui ne se retrouverait pas de sitôt. Nous aussi, nous voulons l'Europe, notre Europe Socialiste. Et c'est pourquoi nous demandons que les militants socialistes de toute l'Europe — en premier lieu nos amis du Labour Party — travaillent à la convocation d'un Congrès Socialiste Européen destiné à définir le programme socialiste commun à tous les travailleurs européens. Après la réussite de ce premier Congrès, l'internationalisme socialiste aura repris force et vigueur et «*l'Internationale*» ne sera plus un hymne dépourvu de toute signification.